



CENTRE DE LOISIRS ŒUVRES LAIQUES DE CURNON

Siège social : 71 avenue de l'Allier
63800 CURNON D'Auvergne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice de 12 mois clos le 31/12/2024



income

Siège social : 59 avenue du Brézet 63100 CLERMONT-FERRAND

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'association CENTRE DE LOISIRS OEUVRES LAIQUES DE COURNON

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'CENTRE DE LOISIRS OEUVRES LAIQUES DE COURNON relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

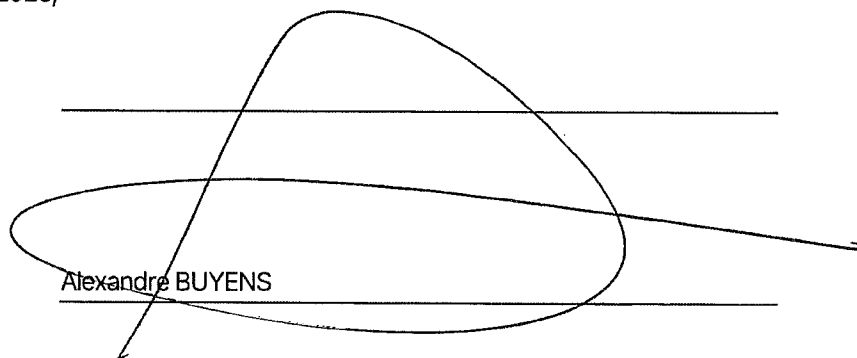
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

Fait à Clermont-Ferrand, le 6 mai 2025,

Le commissaire aux comptes

income audit



Alexandre BUYENS

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice N clos le 31/12/N Durée : 12 mois		Exercice N-1 Durée : 12 mois		PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net			
Immobilités corporelles et incorporelles							
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 017	7 017			Fonds associatifs sans droit de reprise	351 728	296 217
Autres	180 027	94 381	85 646	94 098	Réserves		
Immobilités financières (1)					Résultat comptable de l'exercice (a)	4 628	55 511
Autres	230		230	224	Subventions d'investissement	24 682	31 263
TOTAL I	187 273	101 398	85 876	94 322	TOTAL I	381 037	382 991
Stocks et en-cours							
Matières premières et autres approvisionnements					Provisions pour risques et charges	135 807	124 426
Avances et acomptes sur commandes					TOTAL II	135 807	124 426
Créances (2)					Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
Créances usagers et comptes rattachés	618		618	461	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)(2)		
Autres					Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)(b)	3 080	1 898
Valeurs mobilières de placement					Dettes fiscales et sociales et cotisations perçues d'avance (1)	269 283	276 510
Disponibilités	702 620		702 620	690 946	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (1)		
Charges constatées d'avance	93		93	96	Produits constatés d'avance		
TOTAL II	703 332		703 332	691 504	TOTAL III	272 363	278 408
TOTAL GENERAL (I+II)	890 605	101 398	789 207	785 826	TOTAL GENERAL (I+II+III)	789 207	785 826
(1) Dont à moins d'un an					(1) Dont à moins d'un an	272 363	278 408
(2) Dont à plus d'un an					(1) Dont à plus d'un an		
					(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
					(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit d'une perte		
					(b) Dettes sur achats ou prestations de services		



CHARGES	Exercice N clos le 31/12/N Durée : 12 mois	Exercice N-1	PRODUITS	Exercice N clos le 31/12/N Durée : 12 mois	Exercice N-1
Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières)			Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	14 916	9 231	Colisations	414 759	376 271
Variation de stock			Production vendue (biens et services)	36 181	29 215
Autres achats et charges externes (1)	317 868	327 958	MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	450 939	405 486
Impôts, taxes et versements assimilés	3 324	4 679			
Salaires et traitements	213 664	205 337	Subventions d'exploitation	198 748	220 898
Charges sociales	79 951	76 579	Ressources liées à la générosité du public		
Dotations aux amortissements et aux provisions			Dons manuels	3 644	5 515
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	26 980	10 818	Mécénats	7 117	7 600
Pour risques et charges : dotations aux provisions	11 380		Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		6 887
Engagements à réaliser sur subventions attribuées			Report des ressources non utilisées sur subventions attribuées		
Autres charges (2)	411	489	Autres produits	3 609	3 258
TOTAL II	668 496	635 092	TOTAL I	664 056	649 645
1. RESULTAT COURANT NON FINANCIERS (I-II)				(4 440)	14 553
Charges financières			Produits financiers		
Intérêts et charges assimilées			Autres intérêts et produits assimilés	2 639	2 491
			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV			TOTAL III	2 639	2 491
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)				2 639	2 491
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)				(1 801)	17 044
Charges exceptionnelles			Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	153	78	Sur opérations en capital	6 582	38 545
Sur opérations en capital			Reprises sur provisions (et dépréciations), transferts de charges		
Dotations aux provisions			TOTAL V	6 582	38 545
TOTAL VI	153	78		6 429	38 467
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)			TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	673 277	690 681
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	668 649	635 170		4 628	55 511
EXCEDENT OU DEFICIT					
(1) Dont cotisations liées à l'activité économique	47 042	49 265			
(2) Dont cotisations liées à la vie statutaire					
Contrepartie des contributions volontaires en nature			Contributions volontaires en nature		
Personnel bénévole	145 264	128 310	Bénévolat	145 264	128 310
Mises à disposition gratuite de biens			Dons en nature		
Prestations en nature	25 484	32 978	Prestations en nature	25 484	32 978



ANNEXE

1 . Règles et méthodes comptables

Pour l'établissement des comptes annuels ci-dessus présentés, les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

De plus, l'établissement des états financiers est fait en conformité avec :

- le Règlement ANC 2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce
- et avec une option pour la méthode prospective simplifiée.

La méthode des coûts historiques a été à la base des évaluations des éléments inscrits en comptabilité.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en fonction des règles concernant les actifs, à savoir :

- règlement n° 2002-10 et 2003-7 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.
- règlement n° 2004-6 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Installations Techniques Matériel et Outillages	5 ans
Matériel de Transport	5 ans
Matériel de Bureau et Matériel Informatique	3 à 4 ans
Mobilier	4 à 5 ans
Autres Immobilisations Corporelles	3 à 4 ans



Pour que les comptes présentés ici puissent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association, nous croyons utile de préciser les éléments suivants :

Prestations fournies par la commune	
<i>Charges de personnel ⁽¹⁾</i>	
Rémunération personnel et charges	portées au compte de résultat
Visites médicales	
Assurance (maladie, accident...)	762
Habillement	0
<i>Batiment Avenue de l'Allier</i>	
Assurance bâtiment, responsabilité civile	1 004
Eau	433
Electricité	13 087
Entretien bâtiment	314
Fournitures d'entretien, hors main-d'œuvre	1 112
Maintenance	828
GTB - Frais de télécommunication	144
Vérification installations	217
<i>Batiment Avenue Georges Clemenceau</i>	
Assurance bâtiment, responsabilité civile	159
Charges locatives	1 390
Electricité et Gaz	2 099
Maintenance	453
Total	22 002



⁽¹⁾ personnel mis à disposition par la commune

Prestation fournie par clermont auvergne métropole	
- Mise à disposition Arténium de Ceyrat ⁽¹⁾	3 482
Total	3 482

⁽¹⁾ mise à disposition gratuite pour l'activité Tennis de Table

Valorisation du bénévolat	
- Animation des activités (1)	145 264
- Frais non remboursés	1 673
- Don en nature (2)	
Total	146 937

(1) 3936,7 heures de bénévolat valorisées au taux horaire moyen chargé des animateurs 36,9€

(2) don de marchandises

2 . Tableau des mouvements des immobilisations

(montants bruts)

	Début exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin exercice
Immobilisations corporelles				
- Installations techniques, matériel et outillage	7 017			7 017
- Matériel de transport	132 247	18 528		150 775
- Matériel de bureau et informatique	61 176		47 527	13 649
- Mobilier	11 544			11 544
- Autres immobilisations corporelles	4 059			4 059
Immobilisations financières				
- Autres immobilisations financières	224	6		230
Total général	216 266	18 534	47 527	187 273



3 . Tableau des mouvements des amortissements

	Début exercice	Dotations	Sorties de l'actif	Fin exercice
Immobilisations corporelles				
- Installations techniques, matériel et outillage	7 017			7 017
- Matériel de transport	40 496	24 633		65 129
- Matériel de bureau et informatique	58 829	2 347	47 527	13 649
- Mobilier	11 544			11 544
- Autres immobilisations corporelles	4 059			4 059
Total général	121 944	26 980	47 527	101 398

4 . Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la Clotûre
Fonds associatifs sans droit de reprise	296 217	55 511			351 728
Résultat comptable de l'exercice	55 511	-55 511	4 628		4 628
Subventions d'investissement	31 263			6 582	24 682
Total général	382 991	0	4 628	6 582	381 037



5 . Tableau des provisions

	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour risques et charges				
- Indemnités de fin de carrière	124 426	11 380		135 807
- Autres provisions pour charges	0			0
Total général	124 426	11 380	0	135 807

6 . Comptes de régularisation



Charges à payer	
- Fournisseurs - Factures non parvenues	110
- Personnel - Dettes provisionnées/CP	11 202
- Organismes sociaux - Charges sociales/CP	4 280
- Etat - Charges fiscales/CP	216
Total	15 807

Charges constatées d'avance	
- Bouygues	31
- Droits d'auteur & de reproduction	61
Total	93

7 . Etat des échéances des créances et des dettes

Créances	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu' à 1 an	à plus d' 1 an
Créances de l'actif immobilisé			
- Autres créances	230		230
Créances de l'actif circulant			
- Créances usagers et comptes rattachés	0	0	
- Autres créances	618	618	
Total	848	618	230

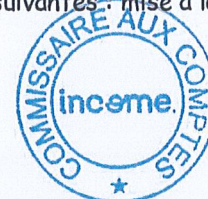


Dettes	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu' à 1 an	à plus d' 1 an
Dettes financières			
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	
Autres dettes			
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 080	3 080	
- Dettes fiscales et sociales et cotisations perçues d'avance	269 283	269 283	
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	
Total	272 363	272 363	

8 . Autres informations

- Les hypothèses retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes : mise à la retraite par l'employeur et contribution patronale de 30% pour la CNAV

- Effectif moyen en CDI : 3,19 équivalent temps plein



- Suite aux événements liés au Covid nous avons modifié notre méthode de comptabilisation des adhésions en les reconnaissant à 100% sur N+1.

Afin de revenir à notre méthode initiale, 40% en année N et 60% en année N+1 qui correspond à la réalité économique, nous allons réintégrer les adhésions par tranche de 10% par année sur quatre ans. Nous avons initié le changement sur les comptes clos au 31/12/2023 ; nous poursuivons cette année avec un impact sur le résultat de 35 K€.

- Détail de la subvention d'investissement portée au bilan

Organisme financeur	Nature de la subvention	Montant
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Subvention en nature - opération minibus - cession à titre gratuit	32 909 €
	Subvention en nature - opération minibus - porté au Compte de Résultat	-8 227 €
		24 682 €

- Détail des subventions d'exploitation portées au compte de résultat

Organismes financeurs	Nature de la subvention	Montant
Agence Nationale du Sport	Financements territoriaux - Projets Sportifs Fédéraux - Tennis féminin	1 500 €
Ville de Cournon d'Auvergne	Subvention de fonctionnement	99 000 €
	Dépenses prises en charges - rémunération du personnel mis à disposition	89 603 €
Clermont Auvergne Métropole	Subvention de fonctionnement - Ecole de natation	7 895 €
Conseil Départemental du Puy-de-Dôme	Dotation d'Animation Locale Décentralisée - rencontre circassienne	250 €
	Dotation d'Animation Locale Décentralisée - salon du livre jeunesse	250 €
	Dotation d'Animation Locale Décentralisée - journée des écrivains	250 €
		198 748 €

- Détail des subventions en nature "prestations" bas de page du compte de résultat

Organismes financeurs	Nature de la subvention	Montant
Ville de Cournon d'Auvergne	Dépenses prises en charges - mises à disposition gratuites - locaux	22 002 €
Clermont Auvergne Métropole	Subvention en nature - mises à disposition gratuites - Tennis de Table	3 482 €
		25 484 €



CENTRE DE LOISIRS OEUVRES LAIQUES DE CURNON

Siège social : 71 Avenue de l'Allier
63800 CURNON D'Auvergne

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2024



income

Siège social : 59 avenue du Brézet 63100 CLERMONT-FERRAND

Société de commissariat aux comptes



Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

À l'assemblée générale de l'association CENTRE DE LOISIRS ŒUVRES LAIQUES DE COURNON,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Clermont-Ferrand, le 6 mai 2025,

Le commissaire aux comptes

income audit



Alexandre BUYENS